

LES AVOCATS DE MOUMEN KHALIFA CATÉGORIQUES : «Les caisses de Khalifa Bank n'étaient pas vides»

La défense de Khalifa est formelle : au moment où son client quittait l'Algérie, les caisses de Khalifa Bank n'étaient pas vides. Autre affirmation : les avocats sont en mesure d'apporter des documents prouvant l'innocence de Abdelmoumène Khalifa. Maître Medjhoua reproche au liquidateur de n'avoir toujours pas remis son rapport. Toute la journée d'hier a été consacrée exclusivement à la lecture de l'arrêt de renvoi. Ce n'est que ce matin que Abdelmoumène Khalifa sera finalement entendu.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Avant même l'audition de son client, Maître Medjhoua, l'un des avocats de Abdelmoumène Khalifa dévoilait une partie de son plan d'attaque : verser dans le dossier des pièces prouvant l'innocence de son client. Maître Medjhoua est affirmatif : il dispose de documents prouvant qu'au moment où Abdelmoumène quittait l'Algérie, il y avait encore de l'argent dans les caisses de Khalifa Bank. Qu'est devenu cet argent ? Seul le rapport du liquidateur, Moncef Badsî, peut, selon lui, lever le voile sur cet aspect de l'affaire.

Rapport ou pas rapport ?

Ledit rapport concernant la banque Khalifa, devant être établi par le liquidateur, a fait hier l'objet d'une polémique entre les avocats de Khalifa et Moncef Badsî. Les avocats réclament en effet que ledit rapport soit versé dans le dossier afin, dit-il, que la défense et l'opinion publique sachent exactement ce qui était dans les caisses. «Nous

exigeons de connaître le contenu du rapport du liquidateur pour qu'on sache exactement ce qu'il y avait dans les caisses avant et après le départ de Khalifa et où il est arrivé dans la liquidation». Il ajoute que «il y a des biens de Khalifa qui n'ont toujours pas été vendus aux enchères. Nous avons besoin de savoir s'il est débiteur ou créancier. En France, la liquidatrice de Khalifa Airways a remis son rapport et à la fin de la liquidation il restait dans les caisses 6 millions d'euros».

Une version des faits qui fait sourire Moncef Badsî. Il affirme que si les avocats connaissaient mieux les procédures, ils sauraient que dans le cas de l'affaire Khalifa Bank, il ne s'agit nullement d'une décision de liquidation judiciaire mais d'une liquidation décidée par la commission bancaire.

De ce fait, affirme-t-il, le liquidateur n'est pas dans l'obligation de verser au dossier un rapport. Il fait néanmoins des rapports mensuels à la commission bancaire dépendant de la Banque d'Algérie. Pas



Photo : Samir Sid.

Divergences entre les avocats de Khalifa.

moins de 60 tomes, dit-il, sont disponibles et les avocats peuvent à tout moment demander à les consulter. Avant l'audition de son client, Maître Medjhoua a affirmé que Abdelmoumène Khalifa avait «peur de son jugement» et qu'il appréhendait le moment où il sera entendu. Il est, dit-il, «convaincu de son innocence» et «fera tout pour se défendre». L'avocat affirme n'avoir pas rencontré son client depuis le début du procès.

Se disant confiant, l'avocat s'attend à «un procès équitable»

puisque, dit-il, le juge avait donné des assurances au sujet de la présence de tous les témoins, y compris les hauts responsables «même s'il fallait user de la force publique».

Divergence entre avocats de la défense ou stratégie ?

Interrogé au sujet des divergences entre lui et son confrère qui défend également Abdelmoumène Khalifa, Maître Mehdiouba répond «nous n'avons peut-être pas la même vision mais nous partageons le même objectif : défendre notre client».

Les deux avocats avaient, en effet, lors du premier jour du procès, laisser apparaître de grandes divergences. Si Maître Medjhoua faisait part de sa satisfaction de la jonction des deux affaires, à savoir celle de la caisse principale de Khalifa Bank et celle de Abdelmoumène Khalifa, Maître

Lazzar était lui opposé à cette décision qui disait-il n'était pas dans l'intérêt de son client. Autre point de divergence : le report du procès. Pendant que Maître Medjhoua se disait satisfait de la détermination du président de la cour à accélérer la cadence, son confrère ne demandait ni plus ni moins que le report du procès.

Les divergences entre les deux avocats ont également éclaté au grand jour lorsque Maître Lazzar insistait auprès des journalistes pour dire qu'il n'avait jamais dit qu'il restait de l'argent dans les caisses de Khalifa Bank. L'audience avait repris à neuf heures avec la poursuite de la lecture de l'arrêt de renvoi. La veille, le greffier n'avait lu qu'une quarantaine de pages sur les 256 qui constituent ledit document. Dès ce matin, l'audience reprendra avec l'audition de Abdelmoumène Khalifa.

N. I.

Incident

Alors que le greffier poursuivait péniblement la lecture de l'arrêt de renvoi, le président de la cour a suspendu l'audience aux alentours de 14h30, pour dix minutes. La cause ? Des informations selon lesquelles des photos et des vidéos montrant Khalifa Abdelmoumène dans le box des accusés. Résultat : c'est un procureur général furieux qui a ordonné aux membres des forces de l'ordre d'interdire aux journalistes d'introduire téléphones et ordinateurs portables dans la salle d'audience.

N. I.

GARDES COMMUNAUX

Deux autres doléances satisfaites

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a, dans le cadre des consultations continues avec une aile des gardes communaux, convenu d'accéder à deux autres revendications de cette corporation.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les gardes communaux pourront, désormais, se faire rembourser intégralement les frais de leurs actes médicaux et de soins. Tout comme ils auront, pour ceux qui le voudront, solliciter des crédits à hauteur de 100 millions de centimes de l'Angem.

Le directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui en faisait part, hier mardi, à l'occasion d'une conférence de presse, a soutenu que la satisfaction de ces deux autres doléances n'étaient qu'un signe de «reconnaissance des sacrifices de ces gens qui ont permis à notre pays de demeurer



Photo : Samir Sid.

Les communaux ont fini par avoir gain de cause.

debout». Pour Abdelhamid Merabti, par ces gestes, le ministère de l'Intérieur a prouvé sa «bonne foi et a honoré son engagement à répondre favorablement aux revendications des gardes communaux dans un cadre de concertations et de dialogue».

Cela dit, et selon le conférencier, deux autres points sont toujours au stade d'étude dans l'op-

tique de leur satisfaction plus que probable. Il s'agit des crédits Cnac à négocier avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de la retraite anticipée pour ceux qui cumulent moins de 15 ans d'exercice.

Lui rendant la politesse, deux membres du Conseil national des gardes communaux, nouvelle instance créée récemment dans le

sillage d'une seconde scission opérée dans l'ex-Coordination nationale de la corporation, ont loué les vertus du dialogue. «Nous remercions le président de la République pour cette reconnaissance», affirmera Tayeb Ben-Amara, soutenant que le ministère de l'Intérieur a «honoré ses engagements envers les gardes communaux».

L'orateur ne s'empêchera pas, néanmoins, de brocarder ses pairs de l'autre aile des gardes communaux qui lui dénie «toute représentativité et de fourvoyer dans un dialogue sans issue» ajoutera-t-il. «Nous sommes pour le dialogue et pas pour la rue. La sécurité et la stabilité du pays passent avant nos revendications», dira-t-il, comme pour se démarquer de l'autre partie des gardes communaux qui continuent à manifester dans les rues, criant leur «abandon» par les pouvoirs publics.

Ce délégué de Tiaret ira plus loin dans son réquisitoire contre Aliouet Lahlou et Hakim Chouaïb qu'il ne citera pas, «d'entraîner»

les gardes communaux dans un combat «douteux», pour des «objectifs dangereux et des visées politiques et personnelles».

Ce duo qui s'en tient vaillamment à l'option de la rue, met au-devant de leurs revendications l'impératif d'une reconnaissance officielle des sacrifices de la corporation des gardes communaux.

Laquelle reconnaissance qui se fera à travers la mise en place de mécanismes officiels permanents comme un haut commissariat pour la sauvegarde de la République, trouveront de facto leurs solutions, les autres doléances d'ordre socioprofessionnel, comme l'intégration inconditionnelle des agents radiés exception faite de ceux impliqués dans des actes terroristes, la permanence de tous les agents affectés dans des entreprises publiques mais aussi au sein de l'ANP avec bénéfice de l'évolution dans leurs carrières, une indemnité de dissolution du corps en 2001,...

M. K.